ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2023

**AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS PAR L'ENGAGEMENT TERRITORIAL DES
PROFESSIONNELS - (N° 1336)**

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 160

présenté par

M. Fabrice Brun, M. Bony, M. Bourgeaux, M. Cinieri, M. Dubois, M. Meyer Habib,
M. Kamardine, Mme Petex-Levet, M. Portier, M. Seitlinger, M. Taite, Mme Valentin et M. Viry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 10 BIS, insérer l'article suivant:**

Dans une période de six mois suivant la promulgation de la présente proposition de loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport portant sur la suppression du « médecin traitant » ou « médecin référent ». Le rapport formule notamment des propositions pour améliorer ce dispositif dont 6 millions de personnes ne sont plus pourvus en France. Aussi, un rapport du Sénat, paru en mars, montre que cette tendance est en hausse depuis 2020. Entre 2017 et 2021, le nombre de médecins généralistes par département, par rapport à la population, a diminué de 1 % par an.

Ce rapport examine également les possibilités pour améliorer la situation des personnes ne possédant pas de médecin référent et propose des initiatives pour répondre à ce problème.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose la remise d'un rapport du Gouvernement sur la suppression du « médecin traitant » ou « médecin référent ». En effet, avec la pénurie de médecins généralistes que subit l'hexagone, de plus en plus de Français se retrouvent sans médecin traitant. Aujourd'hui, ce sont plus de 6 millions de français qui sont concernés, dont 600 000 atteints d'une affection longue durée. A l'heure où la désertification médicale nous oblige de refonder le contrat entre les médecins et les usagers, il est temps de trouver de nouvelles initiatives pour permettre à tous de pouvoir se soigner.

Le rapport du Sénat à ce sujet paru en Mars dernier montre qu'un nombre croissant de français, en ville comme en campagne, sont éloignés de ce « médecin référent ». Le présent article propose

d'ouvrir une réflexion sur la suppression de ce dernier, afin de trouver d'autres pistes et solutions pouvant être mise en oeuvre pour trouver des moyens plus efficace pour remédier à la pénurie de médecins généralistes.